

Enfin, si nous voulons que les choses marchent, nous devons en revenir au principe fondamental de la libre entreprise.

**Une voix:** C'est un vrai gâchis.

**M. Epp:** Si le député désire parler de gâchis, regardons ce qui se passe dans certains pays d'Europe ou encore en Colombie-Britannique. Madame l'Orateur, j'aimerais rappeler un principe fondamental. C'est au sujet de la productivité. Quand l'un d'entre nous a-t-il insisté pour la dernière fois sur le fait que nous devons produire plus pour obtenir davantage de l'économie canadienne? Quand avons-nous entendu pour la dernière fois les syndicats ou le patronat dire que nous devons renforcer notre position économique? Combien d'entre nous l'ont entendu affirmer positivement? Où est passé le principe selon lequel une personne qui produit plus a droit à un supplément de rémunération? Si nous continuons à taxer à 40 p. 100 la production, je comprends parfaitement pourquoi les gens ne veulent plus continuer à produire. Ils ne le font plus parce que tout excédent de production est neutralisé par les impôts du gouvernement.

● (1530)

En conclusion, je crois que le Canada, avec toute sa richesse et tout son potentiel, peut se sortir de cette crise à la condition d'adopter certains de ces principes. J'espère aussi—et cela ne sera peut-être pas du goût de tous les députés—que comme nous avons un mieux que résister à l'inflation, les députés seront d'accord avec moi pour refuser l'augmentation de 7 p. 100 que nous devons toucher le 1<sup>er</sup> janvier 1976, et que nous montrerons ainsi que nous sommes directement concernés par ce problème et que nous voulons nous aussi contribuer à la lutte contre l'inflation. Je répète, et j'insiste, que le mérite de chacun est fonction de ce qu'il produit, et que le gouvernement actuel gouvernerait bien mieux s'il gouvernait moins.

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Madame l'Orateur, j'aimerais à l'occasion de ce débat dire tout d'abord que le NPD soutient depuis des années que dans une économie planifiée, comme ce serait souhaitable au Canada, il doit y avoir des politiques et des programmes tendant au plein emploi et à la pleine production, ainsi qu'un dispositif de contrôles collectifs et de contrôles des prix permettant de contrer l'inflation ou tout au moins d'en atténuer le niveau actuel de temps à autre. Nous l'avons répété lors des élections de 1963, 1965, 1968, 1972 et 1974, et nos adversaires en faisaient des gorges chaudes. Lors de la dernière campagne électorale, nous nous sommes opposés aux propositions des conservateurs qui voulaient un gel et un contrôle des prix et des salaires, car nous estimions que c'était un programme injuste et qui ne pouvait donner de résultats sans l'aide de programmes complémentaires. Voici pourtant qu'aujourd'hui le gouvernement se replie sur un programme analogue à celui que proposaient les conservateurs, sauf grave erreur de ma part. Je l'ai dit il y a un an, et je le répète, ce recours à un programme de contrôles sera injuste, et le programme lui-même sera dans de nombreux cas inapplicable.

Je relève avec intérêt que depuis quelques jours, les propos du premier ministre (M. Trudeau) et de certains membres du gouvernement témoignent d'une apparente bonne volonté à admettre certaines modifications, adjonctions ou suppressions au programme qu'ils ont proposé, pour faire disparaître du bill certaines injustices flagrantes. Pour que ce programme ait la moindre chance de

### *Loi anti-inflation*

succès, il va falloir non seulement qu'il soit juste, mais encore qu'il semble être juste.

Il faut bien sûr combattre l'inflation, et personne n'en doute ici à la Chambre. La question est de savoir comment. Dans les efforts que nous voulons déployer pour réduire le taux de l'inflation, il faut accorder une importance égale sinon supérieure aux autres maux dont souffre l'économie, et spécialement au chômage. Si nous fermons les yeux sur ce problème, en nous attachant uniquement à combattre l'inflation, nous ne réussirons qu'à aggraver le chômage, fléau bien pire pour notre société.

Mon groupe n'appuiera pas un programme perpétuant les injustices à l'égard des défavorisés tels les ouvriers non syndiqués, les retraités, les personnes à revenu modique et fixe, car ils sont sans moyens de défense. Cette catégorie de personnes englobe la grande majorité des salariés et la plupart des retraités. Le bill propose de plafonner à 10 p. 100 les augmentations de salaire, ce qui représente un maximum de \$2,400 et un minimum de \$600 dans l'application des lignes directrices. Je répète ce que disait mon collègue le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) vendredi dernier dans le cours de ce débat. Il serait beaucoup plus sensé et beaucoup mieux accepté par la population, qui ainsi participerait plus volontiers à cette lutte contre l'inflation, d'intervir les chiffres, c'est-à-dire de placer les \$2,400 au bas de l'échelle salariale et les \$600 au sommet, où figurent en particulier les membres du Parlement. Cela serait beaucoup plus logique et beaucoup plus juste.

Si nous voulons aider les personnes qui ont un revenu fixe ou faible à vivre convenablement sans que le taux élevé d'inflation n'entraîne une baisse de leur niveau de vie, c'est à elles que nous devrions accorder l'augmentation maximum de \$2,400; ceux qui ont un revenu élevé pourraient très bien se débrouiller sans aucune augmentation ou avec une augmentation d'au plus \$600. Cela serait certainement convenable, raisonnable, civilisé et juste. Au lieu de cela, le gouvernement préfère les principes de la libre entreprise: les riches s'enrichissent davantage et les pauvres s'appauvrissent. Il encourage les gens à accaparer tout ce qu'ils peuvent sans se soucier des autres; les puissants deviendront encore plus puissants et les faibles s'affaibliront encore.

Si l'on veut imposer un contrôle des salaires, ce contrôle ne devrait certainement pas s'appliquer à ceux qui ont un faible revenu. De fait, je soutiens que toute famille dont le revenu est inférieur à \$10,000 par année à l'heure actuelle ne devrait pas avoir à respecter les lignes directrices. Une famille qui compte deux adultes et trois, quatre ou cinq enfants et qui essaie de vivre dans un centre urbain du Canada est incapable de joindre les deux bouts avec \$10,000. Elle en est incapable si elle doit payer pour son logement, son alimentation, l'instruction des enfants, les impôts, les remboursements hypothécaires et ainsi de suite.

J'ai vu un relevé fait à Toronto il y a un an et demi par le Conseil du bien-être en collaboration avec d'autres groupes de la ville. Selon ce relevé, il faut au moins \$15,000 à une famille de cinq qui a une maison moyenne et une voiture et qui veut que ses trois enfants aillent à l'école secondaire et à l'université pour joindre les deux bouts. Il est selon moi déraisonnable d'appliquer les lignes directrices à des revenus de \$6,000 par année. Ce ne sont pas ceux qui ont un faible revenu qui causent l'inflation; ils sont les premières victimes de l'inflation et ce sont eux qui en souffrent le plus.